

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

LA RIPOSTE AU GOUVERNEMENT MACRON DOIT ÊTRE GÉNÉRALE ET DE CLASSE !

La séquence actuelle n'est pas reluisante et Macron a réussi son coup - pour l'instant. Après le passage des ordonnances et la nouvelle dégradation des conditions d'exploitation qu'il amène, après les annonces sur la baisse des APL, la CSG pour les retraités, même modestes, après la dégradation des services publics dans les communes (écoles, centres de santé, transports, culture, entretiens généraux), la lutte des classes semble anesthésiée.

Sans surprise le mouvement contre les ordonnances n'a pas réussi à reprendre (on avait déjà échoué en 2016, et Macron a été élu sur cette promesse) malgré la combativité du « dernier carré » mobilisé, et l'opposition est actuellement impuissante et divisée. Les tentatives comme celle du Front social d'aller jusqu'au bout à tout prix en débordant les confédérations syndicales, parfois en se déconnectant de la masse des travailleurs, ont échoué. C'est l'échec de l'anarcho-syndicalisme, c'est à dire la focalisation sur l'appel à la grève générale et le fait de ramener le plus grand nombre possible en manifestation, sans travail d'organisation et de conscientisation politique. Ce cycle anarcho-syndicaliste, qui a pris forme au moment de la lutte contre le CPE/CNE en 2006, semble pour l'instant à bout de souffle.

Cela ressemble fort à ce que les anciens ont connu en 1983-1984 avec le tournant de la rigueur de Mitterrand-Mauroy, il avait fallu attendre 1986, la grève à la SNCF et le mouvement contre la loi Devaquet pour pouvoir redresser la tête. Il faut s'y préparer.

Face à cette situation, le gouvernement et toutes les franges réactionnaires (de BHL, Enthoven en passant par Valls et Wauquiez) lancent une offensive raciste, attaquant tout azimut : attaques de Charlie Hebdo et Valls contre Médiapart faisant soit disant le lit de l'islamisme, accusations « d'anti-républicanisme » par le Ministre de l'Éducation contre Sud Éducation 93 sous le prétexte fallacieux qu'ils organisent un stage contre le racisme d'État avec des ateliers non-mixtes, l'interdiction de différentes conférences antiracistes etc.

C'est une véritable offensive pour fragiliser et stigmatiser tout un secteur du prolétariat, et le désigner comme ennemi intérieur en usant tous les amalgames et méthodes crapuleuses.

Parallèlement et heureusement la parole se libère contre le sexisme et le machisme, et c'est extrêmement positif. Il nous faut encourager toutes les mobilisations qui poussent à construire une résistance

contre les violences faites aux femmes en remettant également en cause la hiérarchie sociale capitaliste qui fragilise les femmes les plus exploitées et opprimées, et qui protège les harceleurs et agresseurs. Macron vient de déclarer « l'égalité hommes-femmes » grande cause de son quinquennat, la belle affaire : en facilitant les licenciements, en précarisant les femmes prolétaires, la loi Travail et les ordonnances de l'automne ne font que les rendre encore plus vulnérable au harcèlement et aux agressions, notamment des chefs et des patrons.

Mais force est de constater que les enjeux de classe sont absents d'autant que les forces qui se disent « de gauche », ont abandonné ce terrain : la France Insoumise (FI) ne parle plus que des « gens », et des « pauvres », le PC ne parle plus que de « développement humain ». Devant l'échec des propositions anarcho-syndicaliste, la FI a semblé proposer un débouché politique, mais elle même n'offre rien à dehors de la soumission du mouvement de masse à l'opposition parlementaire, proposant juste d'attendre les prochaines élections pour prendre une revanche, mais quelle revanche ? Le député Quatennens a bien précisé que la FI était pour une régularisation des sans papiers seulement limitée à ceux qui travaillent, est-ce cela satisfaire les revendications urgentes du prolétariat ? Non, c'est le maintenir prisonnier de la logique du Capitalisme. Alors que l'urgence est de se battre pour la liberté de circulation !

Il faut le rappeler avec force. Le gouvernement Macron est le gouvernement du grand capital, des monopoles, qui avance à marche forcée pour restructurer l'impérialisme français dans la guerre économique mondialisée. Ce qui pilote toute la société, c'est le capitalisme et l'exploitation, c'est la domination d'une classe par une autre. Domination renforcée par toutes les formes d'oppressions entretenues et accentuées par le capitalisme.

Il ne peut y avoir d'antiracisme, de féminisme, de combat pour l'égalité des droits, contre la précarité et la pénibilité, contre les licenciements et le chômage, contre la misère et pour le droit au logement, contre les injustices et les humiliations dans les entreprises ou les quartiers que sur une base de classe, pour préparer la mise à bas de cette société barbare de fond en comble et sur tous les aspects.

Dès qu'on abandonne ce fil rouge directeur, on rentre sur le terrain glissant des compromissions et des aménagements, des améliorations supposées d'un système brutal, de la petite-bourgeoisie qui ne cherche pas vraiment à le remettre en cause sur le fond...

Plus que jamais, c'est sur une base de classe que nous devons avancer, en mettant au premier plan les intérêts ouvriers et populaires, dans tous les combats.

Macron en Afrique.

LE NOUVEAU VISAGE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Emmanuel Macron mènera à partir du 27 novembre une tournée dans plusieurs pays d'Afrique, d'abord à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, puis à Abidjan, pour le sommet de l'Union africaine, puis enfin à Accra, au Ghana.

Ce sera une nouvelle occasion pour le représentant de l'impérialisme français de signifier avec arrogance sa main-mise sur les affaires de l'Afrique de l'Ouest. Une nouvelle occasion aussi pour les gouvernements fantoches burkinabè, ivoirien et autres de ré-affirmer leur fidélité aux intérêts des puissances étrangères.

La mode chez ces gouvernements est de prétendre que leur pays serait « émergent », c'est à dire bien engagé sur la voie du développement économique et social au bénéfice du peuple. Il n'en est rien. L'impérialisme

français (entre autre), à travers les monopoles Bolloré, Areva et d'autres, exploite sans complexe l'uranium, le coton, l'or, les chemins de fer, les ports, sans aucun profit pour les peuples africains.

Nul doute que Macron viendra notamment défendre le nouvel « Accord de partenariat économique » (APE), qui comporte notamment la destruction quasi totale des barrières douanières entre l'Europe et l'Afrique. Le libre-échange commercial n'a eu jusqu'ici pour seul effet que d'aggraver la dépendance alimentaire des pays africains vis-à-vis de la production agro-alimentaire industrielle de l'Europe ou de l'Amérique du Nord, ruinant les producteurs locaux ruinés par une concurrence déloyale. Ce nouvel accord de libre-échange risque surtout d'achever les éleveurs laitiers, les cultivateurs de céréales ou d'ignames africains. Couplé au doublement de la population

africaine d'ici 2050, à la baisse des rendements agricoles de 10% du fait du réchauffement climatique, l'Afrique de l'Ouest court vers la disette, voir la famine, par la faute de la politique criminel de l'impérialisme. En échange, l'Union européenne distribuera de maigres « aides aux développements », qui ne développeront pas grand chose, histoire d'essayer d'empêcher l'effondrement de ces Etats faillis, et de leur permettre d'assurer l'exploitation des mines d'or ou des plantations de bananes par les grands groupes capitalistes étrangers.

Or, depuis plus de 60 ans, la France encourage des Etats semi-coloniaux faibles, corrompus, inefficaces, pour mieux asseoir sa main-mise.

C'est pour cela que l'Armée malienne, en 2012, a été incapable de protéger la population des exactions des djihadistes qui ont conquis le nord du pays. Alors, les Français ou les Américains ont beau jeu de se présenter en rempart contre le terrorisme, mais ce sont bien eux qui ont versé le terreau dans lequel il s'est développé. Aujourd'hui, c'est impunément que les troupes françaises et américaines opèrent du Sénégal à la Centrafrique, occupent des bases militaires secrètes, bénéficient de l'immunité totale pour tous leurs actes. Mais c'est bien l'impérialisme qui apporte les problèmes ! En Côte d'Ivoire, en Centrafrique, au Niger, ces troupes servent autant à lutter contre les djihadistes qu'à renverser les gouvernements pour en imposer de plus dociles.

D'autant plus que la France s'apprêterait à dévaluer fortement le Franc CFA, monnaie commune des anciennes colonies françaises d'Afrique, dont les billets sont imprimés et le cours déterminé par l'Etat français. Sous prétexte de la chute des prix du pétrole produit au Congo ou au Tchad, ce sont les peuples qui devront payer les pots cassés. La dévaluation, cela signifie hausse vertigineuse des prix, dans des pays où les salaires sont dramatiquement bas, où les paysans ont déjà du mal à se nourrir entre deux récoltes.

C'est tout cela que fuient les centaines de milliers d'Africains et d'Africaines qui, au péril de leur vie, tentent de trouver une vie meilleure en Europe. C'est pour tout cela que nous sommes pour la liberté de circulation, c'est à dire pour la liberté de fuir l'oppression et la misère dont l'Europe, ses gouvernements et ses capitalistes, sont responsables. Il n'y a pas de distinction à faire entre « réfugiés politiques » et « migrants économiques » lorsque l'exploitation économique féroce va de paire avec le soutien aux régimes sanguinaires, comme au Togo, où la dynastie Eyadéma, valet de la France, se maintient au pouvoir, fait tirer sur le peuple, avec la bénédiction de la France.

Communistes de France, nous sommes au cœur du monstre, du pire ennemi des peuples d'Afrique. La visite de Macron n'est donc certainement pas annonciatrice de bonnes nouvelles. Mais les Africains et les Africaines lui préparent déjà un comité d'accueil. Au Burkina Faso, Les syndicats, les organisations de jeunes, de défense des droits de l'homme, de lutte contre la vie chère, ont annoncé qu'ils et elles manifesteront en masse leur opposition aux ingérences impérialistes. Nous les soutenons sans réserve.

**A BAS L'IMPÉRIALISME !
FRANCE HORS D'AFRIQUE !
VIVE LA LUTTE DES PEUPLES !**

**RETRAIT IMMÉDIAT DE TOUS LES SOLDATS
FRANÇAIS À L'ÉTRANGER !**

**RESTITUTION DE TOUS LES INTÉRÊTS
ÉCONOMIQUES FRANÇAIS EN AFRIQUE !**

**ANNULATION SANS CONDITION DE LA DETTE
DES PAYS D'AFRIQUE !**

26 novembre 2017

BRÈVES

NOUVEAU REcul SUR LE NUCLÉAIRE !

Après le renouvellement de l'autorisation pour le glyphosate, après le silence sur l'exploitation minière en Guyane, après le soutien de l'EPR pour l'Angleterre, après le maintien du centre des déchets nucléaires de Bure, après le report à 2022 de la fermeture de Fessenheim (promis dans l'engagement N°41 du programme de Hollande en 2012...

dix ans de gagnés pour une centrale vétuste et dangereuse, et sans garantie pour la suite !), après les reculs successifs, voilà Nicolas Hulot qui vient de déclarer que la réduction à 50% de la part du nucléaire pour 2025 n'était pas « réaliste »...

L'intégralité de la déclaration sur :
<http://ocml-vp.org/article1853.html>

Pour partager votre expérience : contact@ocml-vp.org
POUR EN FINIR AVEC L'INTÉRIM !

Dans notre secteur, l'embauche en CDI n'est pas la norme. En tout cas pour les ouvriers et les pros... Il faut enchaîner les contrats d'intérim et autres CDD pendant 1 an et demi minimum pour pouvoir y prétendre. Et encore, il faut rester dans la même boîte, si on change par choix ou parce qu'on nous lourde, on repart à zéro.

Dans notre boîte on commence tous par un contrat d'une semaine. Une semaine pour « faire ses preuves » comme ils disent c'est peu... encore plus pour ceux qui sortent tout juste de formation et qui n'ont pas d'expérience.

En général on apprend le vendredi pour le lundi si on est renouvelé. Si ça se passe bien, on nous propose un contrat d'un mois. Et ainsi de suite.

On est nombreux à vivre cette situation, plus de la moitié des collègues de l'atelier est en interim ou en CDD.

L'interim, ça paye ?

Alors on nous dit qu'en échange, on gagne plus en étant précaire. 20 % de plus. Dans ces 20 %, il y a 10 % de congés qu'on nous paye parce qu'on a pas droit de les prendre. Pas avoir de vacances, c'est loin d'être un cadeau et dans tout les cas ce n'est pas avoir « plus » qu'une personne en CDI. Et puis il y a les 10 % d'Indemnités de Fin de Mission (IFM). Voilà ce qui est censé être la compensation financière de notre précarité. Ces IFM on ne les touche qu'en fin de mission, seulement si on n'est pas embauché. Comme si la signature d'un CDI effaçait des mois de précarité... Bref, on gagne (un peu) plus en étant précaire... seulement si on reste précaire.

La précarité au quotidien

En tant qu'ouvriers, on est déjà exploité, et le travail n'est pas facile tout les jours. Travailler debout, respirer de la poussière de métal, environnement bruyant... Nos horaires, c'est les équipes en 2*8 auxquelles s'ajoutent des heures supplémentaires imposées. C'est commencer le boulot à 5h le matin une semaine, et finir le soir à 21h la semaine d'après.

Ces conditions de travail on les partage avec nos collègues embauchés. Mais à tout cela s'ajoute

l'incertitude et la pression supplémentaire liées à notre statut d'intérimaire. Ne pas savoir si l'on sera renouvelé la semaine ou le mois prochain ça pèse au quotidien. Et ça te fait travailler plus vite ! Consciemment ou inconsciemment, tu ne travaille pas pareil en étant précaire. Etre irréprochable sur les horaires, le travail, ne pas se faire arrêter alors qu'on est malade par crainte de ne pas être renouvelé... Ton statut fait que tu dois travailler mieux et plus vite que les autres. Et de la boîte d'interim au petit chef, tout le monde te le fait bien comprendre (quand ce n'est pas un collègue en CDI).

Mais le plus dur c'est peut-être de ne rien pouvoir dire ou faire pour changer cette situation. La précarité c'est travail et tait-toi.

Au quotidien on va hésiter à se défendre face à la hiérarchie, même si on est dans notre droit. On va aussi hésiter à dénoncer les remarques ou comportements inacceptables de collègues, pour pas s'afficher « trop à gauche ».

La révolte est bien là, face aux heures supp qu'on nous impose, face à nos conditions de travail, aux bas salaires ; face aux nouvelles attaques de la bourgeoisie aussi (loi travail, ordonnances Macron). Et c'est terriblement frustrant de ne pas pouvoir l'exprimer, en se mobilisant aux côtés de nos collègues embauchés, par la grève notamment. Ne parlons pas de s'organiser dans un syndicat...

La précarité est une arme à double tranchant. Elle aggrave notre exploitation, nos conditions de travail et de vie. Elle nous met en concurrence, elle fragilise notre unité et donc notre capacité à lutter à tous, précaires et embauchés.

C'est unis qu'il nous faut la combattre, et pour cela exiger la titularisation de tout les précaires.

Aujourd'hui, est elle omniprésente : on peut dire qu'elle est structurelle, indispensable au capitalisme. Alors pour nous en débarrasser c'est bien tout un système qu'il nous faudra abattre !

Militant de l'OCMLVP